



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE RÉGIONALE
DE SANTÉ
DE NORMANDIE**

Direction de la santé publique
Pôle santé environnement
Unité départementale de la Seine-Maritime

Arrêté du **06 DEC. 2021**

déclarant d'utilité publique les opérations et travaux relatifs à la dérivation des eaux et à la mise en place de périmètres de protection et servitudes autour du captage de Sommesnil et autorisant le traitement et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine

Maître d'ouvrage : Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement du Caux Central (SMEACC)
Ouvrage : source Saint Firmin sur la commune de Sommesnil
Indices BRGM : indice BSS : ouvrage BSS000ELNS (00578X0006)

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1321-1 à L. 1321-10 et R. 1321-1 à R. 1321-63 ;
- Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 215-13 ;
- Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté n° 21-082 du 24 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme. Béatrice STEFFAN, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté du 20 novembre 2009 du préfet de la région Ile-de-France, préfet coordonnateur de bassin, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2018 relatif à la mise en œuvre du 6^e programme d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2021 prescrivant l'ouverture des enquêtes d'utilité publique et parcellaire prescrites au titre des dispositions du code de la santé publique et du code de l'expropriation ;
- Vu la délibération du 22 juin 2015 du Comité Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement du Caux Central, demandeur et maître d'ouvrage, et le dossier constitutif de la demande d'autorisation ;
- Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé rédigé en janvier 2018 ;

- Vu les résultats de l'enquête administrative engagée le 1 juin 2018 ;
- Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 22 février au 20 mars 2021 ;
- Vu le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 20 avril 2021;
- Vu le rapport rédigé par le service instructeur en date du 22 octobre 2021 ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 9 novembre 2021 ;
- Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du maître d'ouvrage en date du 23 novembre 2021 ;

Considérant

- les besoins justifiés en eau destinée à la consommation humaine du Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement du Caux Central,
- le contexte hydrogéologique vulnérable du département de la Seine-Maritime,
- la nécessité de préserver de toute pollution accidentelle les ouvrages de production en eau potable existants ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRETE

TITRE I : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Article 1 : DERIVATION DES EAUX

Est déclarée d'utilité publique au profit du Syndicat Mixte d'Eau et d'Assainissement du Caux Central, la dérivation des eaux du captage de Sommesnil sur la commune de Sommesnil - indices BSS : forage BSS000ELNS (00578X0006).

Article 2 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate, immédiate satellite, rapprochée, rapprochée satellite et éloignée autour du captage de Sommesnil situé sur la commune de Sommesnil - indice BSS : indices BSS : forage BSS000ELNS (00578X0006).

Les périmètres de protection immédiate, rapprochée sont dimensionnés pour des prélèvements de 1800 m³/jour. Les périmètres s'étendent conformément aux indications données sur les extraits de carte annexés au présent arrêté

- **Le périmètre de protection immédiate**

Il est figuré sur le plan en annexe 2 ci-joint, il couvre une surface de 1800 m².

Il est situé sur la commune de Sommesnil, parcelle cadastrée n° 186, 369 pour partie (pp) de la section A.

La parcelle du périmètre de protection immédiate reste propriété de la collectivité.

L'indice BSS et le nom du captage figurent au niveau de l'ouvrage de captage.

- **Le périmètre de protection immédiat satellite**

Il est figuré sur le plan en annexe 3 ci-joint, il couvre une surface de 3800 m².
Il est situé sur la commune de Thiouville, parcelle cadastrée n° 25 de la section ZC.
La parcelle du périmètre de protection immédiate reste propriété de la collectivité.

- **Le périmètre de protection rapprochée :**

Il est figuré sur le plan en annexe 2 ci-joint.

Il est situé sur la commune de Sommesnil. Il s'étend sur une surface de 17ha 12a 26ca.

Commune de Sommesnil, parcelles n°: 182, 185, 187, 188 pp, 369 pp section A.

- **Le périmètre de protection rapprochée satellite :**

Il est figuré sur le plan en annexe 3 ci-joint.

Il est situé sur les communes de Thiouville et Terres de Caux (Saint Pierre la Vis). Il s'étend sur une surface de 2ha 87a 41ca.

Commune de Thiouville, parcelles n° : 2 pp, 17 pp, 18pp, 19 pp, section ZD.

Commune de Terres de Caux (Saint-Pierre-Lavis), parcelle 1 pp, section 639ZD.

- **Le périmètre de protection éloignée :**

Il est figuré sur le plan en annexe 4 ci-joint.

Il est situé sur les communes de Sommesnil, Terres de Caux, Cliponville, Cleuville, Héricourt en Caux, Thiouville, Ancoürteville sur Héricourt, Normanville.

Il correspond à la zone en surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente les captages (aac)

Article 3 : SERVITUDES

Est déclarée d'utilité publique l'institution des servitudes devant grever les terrains inclus dans les périmètres de protection rapprochée, rapprochée satellite et éloignée de ces ouvrages contre la pollution des eaux.

3.1. Périmètres de protection immédiate

Toutes les activités sont interdites à l'exception :

- de celles nécessaires à la maintenance des ouvrages, à l'entretien des terrains, et à la préservation de la ressource ;
- de celles relevant des travaux de recherches d'eau, des constructions de nouveaux forages à l'usage des collectivités.

La parcelle est strictement interdite au public et est entourée d'une clôture solide infranchissable et d'un portail fermé à clef.

L'herbe est fauchée et l'usage de produits phytosanitaires est interdit.

3.1.1 Périmètre de protection immédiate satellite

Toutes les activités sont interdites à l'exception :

- de celles nécessaires à la maintenance des ouvrages, à l'entretien des terrains, et à la préservation de la ressource ;

La parcelle est strictement interdite au public et est entourée d'une clôture solide infranchissable et d'un portail fermé à clef.

3.2. Périmètre de protection rapprochée

Dans ces zones sont interdites toutes activités et/ou rejets susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

Les activités et/ ou rejets correspondant aux rubriques suivantes sont soumises à une réglementation spécifique dans le périmètre de protection rapprochée. Ces prescriptions sont synthétisées dans le tableau annexé au présent arrêté (Annexe 1). Elles ne se substituent pas à la réglementation générale en vigueur mais la renforcent, l'ensemble des activités et/ou rejets devant, par défaut, se conformer à la réglementation générale en vigueur.

Rubrique 1 : Puits, forages et sondes de géothermie verticales.

INTERDIT

Sauf pour la réalisation d'un ouvrage de production d'eau destinée à l'alimentation en eau potable d'une collectivité.

Rubrique 2 : Rejets d'eaux usées traitées dans le sol par puits, puits d'infiltration, anciens puits, excavations diverses, y compris les eaux de drainage agricole.

INTERDIT

L'existence de puits est à vérifier, s'il en existe ils devront être abandonnés et rebouchés conformément à la réglementation en vigueur.

Rubrique 3 : Extraction de matériaux (carrière, ballastière...).

INTERDIT

Rubrique 4 : Excavations permanentes ou temporaires (tranchées, fouilles...).

INTERDIT

Interdit sauf les excavations temporaires pour pose de conduites (AEP, gaz), pour l'extraction de terre souillée ou la création de bassin pour la gestion des eaux pluviales. Elles ne devront pas dépasser 4 m de profondeur, ni être la source de pollution des sols et des eaux souterraines.

Rubrique 5 : Dépôt de déchets (ordures, gravats).

INTERDIT

Rubrique 6 : Ouvrages de transport d'eaux non potables, d'hydrocarbures, ou de tout autre produit susceptible d'altérer la qualité des eaux.

INTERDIT

En cas de présence d'un réseau d'eau usée, l'étanchéité de ce dernier est vérifiée tous les 4 ans.

Rubrique 7°: Ouvrages de stockage d'eaux non potables, d'hydrocarbures, ou de tout autre produit susceptible d'altérer la qualité des eaux.

INTERDIT

Les nouvelles installations de stockage de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux sont interdites, à l'exclusion des bassins de lutte contre les inondations et la gestion des eaux de ruissellement.

Rubrique 8 : Rejet provenant d'assainissement collectif.

INTERDIT

Rubrique 9 : Rejet provenant d'assainissement non collectif.

INTERDIT

Rubrique 10 : Etablissement de toute construction ou de toute installation superficielle ou souterraine même provisoire.

INTERDIT

Toute construction est interdite.

Rubrique 11 : Épandage de lisiers, matières de vidange et boues.

INTERDIT

Rubrique 12 : Epandage de fumier, engrais organique ou chimique.

REGLEMENTE GENERALE

Rubrique 13 : Stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.

INTERDIT

Rubrique 14 : Stockage de fumier, lisiers, engrais organiques ou chimiques et de tout produit destiné à la fertilisation des sols, ou à la lutte contre les ennemis des cultures et au désherbage.

INTERDIT

Rubrique 15 : Utilisation de tous les produits destinés à la lutte contre les ennemis des cultures et au désherbage.

INTERDIT

Rubrique 16 : Installations agricoles et leurs annexes.

INTERDIT

Rubrique 17 : Abreuvoirs, abris ou dépôt de nourriture pour le bétail.

REGLEMENTE

Les installations devront être situées à plus de 200 m du PPI et PPIS

Rubrique 18 : Retournement des herbages.

SANS OBJET

Rubrique 19 : Défrichement forestier et coupes à blanc.

INTERDIT

La vocation forestière des parcelles demeure section A numéros : 182, 185 pp, 188 pp, 369 pp de la commune de Sommesnil.

Rubrique 20 : Etangs, mares et plans d'eau.

INTERDIT

Création interdite

Rubrique 21 : Camping, caravanage, installations légères (mobil homes...), et stationnement des camping-cars.

INTERDIT

Rubrique 22 : Construction, modification de l'utilisation de voies de communication.

REGLEMENTATION GENERALE

Rubrique 23 : Agrandissements et créations de cimetière.

INTERDIT

Rubrique 24 : Installations classées industrielles.

INTERDIT

Création interdite

3.2.1 Périmètre de protection rapprochée satellite

La totalité de la surface du périmètre de protection rapprochée satellite est dédiée à la mise en place d'aménagement hydraulique visant à limiter le flux des ruissellements ainsi qu'à diminuer l'arrivée de limon en amont des bétaires. Aucune autre activité n'est autorisée. Les parcelles n°: 1pp, 2pp, 17 pp, 18 pp et 19 pp, section ZD de la commune de Thiouville sont à remettre en herbe ou autre couvert permanent. L'utilisation de tous les produits destinés à la lutte contre les ennemis des cultures et au désherbage est interdit.

3.3. Périmètre de protection éloignée

Dans cette zone correspondant à l'aire d'alimentation du captage, le défrichement et le retournement d'herbage sont déconseillés ; le cas échéant, des aménagements sont souhaitables pour limiter au maximum les ruissellements.

Article 4 : MISE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS DANS LES PÉRIMÈTRES

Pour les installations, ouvrages, travaux et activités, existant à la date du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection, il doit être satisfait aux obligations prévues à l'article 3 dans un délai de 2 ans.

- La présence de puits d'infiltration est à vérifier.
- En cas de présence d'un réseau d'eau usée, l'étanchéité de ce dernier est vérifiée tous les 4 ans.
- Les parcelles n°: 18 et 19, section ZD de la commune de Thiouville sont à remettre en herbe ou autre couvert permanent.

Article 5 : TRAVAUX A REALISER

- Un système de mise en décharge doit permettre, le cas échéant, un pompage pour dépollution du forage de Sommesnil (indice BSS : BSS000ELNS (00578X0006)) sans mise en distribution de l'eau.

Cet aménagement doit être réalisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 : PLAN D'ALERTE ET DE SECOURS

Un plan d'alerte et de secours entre la gendarmerie, les pompiers et le SMEA du Caux Central doit être fourni à la préfecture dans un délai d'un an. Il consiste à :

- décrire la procédure d'alerte et d'intervention afin que le pompage soit arrêté dès qu'un accident à l'intérieur du périmètre rapproché a lieu ;
- faire l'inventaire des dispositions pratiques à prendre en cas de mise hors service des captages (pour cause de pollution, sécheresse, panne grave, ...).

Article 7 : INDEMNISATIONS

Le maître d'ouvrage doit indemniser les tiers des préjudices directs, matériels et certains qu'ils peuvent prouver leur avoir été causés du fait des mesures prises pour assurer la protection du captage d'eau potable. Les indemnités sont fixées en partie selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

<p style="text-align: center;">TITRE II : AUTORISATION DE TRAITER ET DE DISTRIBUER L'EAU AU PUBLIC EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE</p>

Article 8 : AUTORISATION DE DISTRIBUER

Le maître d'ouvrage est autorisé à utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine dans les conditions fixées au présent arrêté.

Il est tenu de s'assurer que l'eau produite et distribuée est propre à la consommation humaine et répond aux exigences prévues par le code de la santé publique et les textes réglementaires en vigueur.

Article 9 : TRAITEMENT AUTORISÉ

Les eaux du forage de Sommesnil sont envoyées vers l'usine d'Héricourt en Caux.

L'unité de potabilisation d'Héricourt en Caux, traitant notamment la turbidité et les pesticides (autorisée par arrêté préfectoral du 22 avril 2021 et mise en service en septembre 2021), comprend les étapes de traitement suivantes :

- Décarbonation à la chaux,
- Coagulation/floculation/décantation,
- Filtre bicouche (sable/charbon actif en grain),
- Traitement bactéricide par passage aux ultra-violets,
- Mise à l'équilibre par injection de soude (si nécessaire),
- Désinfection par injection de chlore gazeux.

Article 10 : SECURISATION PHYSIQUE DES OUVRAGES

Toutes les dispositions de protection physiques des installations vis-à-vis des actes de malveillances sont prises pour empêcher, dissuader et ralentir l'accès aux ouvrages. L'ouvrage de captage, les bâtiments de production sont fermés à clé (serrures et cadenas de sécurité), clôturés efficacement et munis de dispositifs d'alerte en cas d'effraction.

Article 11 : SECURITE SANITAIRE ET AUTO-SURVEILLANCE

Le maître d'ouvrage veille à garantir en permanence la sécurité sanitaire de l'approvisionnement en eaux destinées à la consommation humaine en mettant en œuvre une stratégie d'évaluation, de prévention et d'anticipation des risques couvrant toutes les étapes de l'approvisionnement en eau, des captages jusqu'au robinet du consommateur.

Le maître d'ouvrage veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution de l'eau et effectue un programme de tests et d'analyses sur des points de mesures déterminés en fonction des dangers identifiés. L'ensemble des mesures réalisées est consigné dans un fichier sanitaire.

L'historique des analyses effectuées dans le cadre de l'auto-surveillance est mis à disposition des services de l'agence régionale de santé.

Les dispositifs d'autocontrôle et de suivis en continu font l'objet de tests et d'étalonnages réguliers afin d'en assurer la fiabilité.

Article 12 : CONTRÔLE SANITAIRE

La qualité de l'eau est contrôlée par l'agence régionale de santé selon un programme annuel défini au regard de la réglementation en vigueur. Un suivi supplémentaire pourra être mis en œuvre si l'agence régionale de santé ou le préfet l'estime nécessaire.

Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de l'exploitant.

Article 13 : ÉQUIPEMENTS DE PRÉLÈVEMENTS

L'installation doit permettre de prélever aux fins d'analyses l'eau brute et l'eau après traitement. A cet effet, il conviendra de mettre en place des robinets de prélèvement d'échantillons sur eau brute et sur eau traitée, disposés sur évier, et prévoyant un espace de 40 cm pour placer les flacons en cours de remplissage.

Les différents robinets de prélèvement devront être identifiés « EAU BRUTE » et « EAU TRAITEE ».

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 14 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES

En liaison avec le syndicat de bassin versant, le SMEA du Caux Central promeut l'application des bonnes pratiques agricoles en matière de fertilisation, de lutte contre les ennemis des cultures et de désherbage (intervention d'un conseiller agricole auprès des agriculteurs,...) dans les périmètres de protection du captage dont l'aire d'alimentation du captage qui correspond au périmètre de protection éloignée (cf plan en annexe 4). Le SMEA du Caux Central assure une information auprès de tous les acteurs (propriétaires, locataires) sur l'utilisation rationnelle de ces produits.

Article 15 : MODIFICATION DES OUVRAGES

Toute modification notable apportée par le bénéficiaire de l'autorisation aux ouvrages ou installations de prélèvement, à leur mode d'exploitation, au traitement utilisé, ainsi que tout autre changement notable du dossier de demande d'autorisation doit faire l'objet, avant sa réalisation, d'une déclaration au préfet accompagnée d'un dossier technique. Celui-ci peut, selon les cas, prendre par arrêté préfectoral des prescriptions complémentaires ou exiger le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 16 : PROPRIÉTÉ DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMÉDIATE

Les périmètres de protection immédiate sont la propriété du maître d'ouvrage. Si ce n'est pas le cas, le demandeur est autorisé à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la mise en place de la zone de protection immédiate. Les expropriations, éventuellement nécessaires en zone de protection immédiate, seront effectuées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 17 : CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

Les agents des services et établissements de l'Etat chargés de l'application du code de l'environnement et du code de la santé publique doivent pouvoir accéder à tout moment aux installations autorisées. Les exploitants responsables des installations sont tenus de laisser à leur disposition le registre d'exploitation.

Article 18 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions en vigueur, le présent arrêté est :

- publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-Maritime ;
- publié à la conservation des hypothèques de la Seine-Maritime ;
- publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un an ;
- affiché en mairie de Sommesnil, Thiouville et Terres de Caux pendant une durée minimale de deux mois. Un certificat d'affichage est dressé par les soins de chaque maire des communes concernées, et adressé au préfet de la Seine-Maritime. Une mention de cet affichage est insérée, par les soins du préfet, aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux.
- annexé au document d'urbanisme en vigueur dans la commune par les soins des maires de Sommesnil, Thiouville et Terres de Caux. Cette annexion doit intervenir avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté au maire, sous peine d'inopposabilité. Une note d'information relative à cette annexion sera adressée par le maire concerné au préfet de la Seine-Maritime.

Article 19 : NOTIFICATION

Le présent arrêté est, par les soins et à la charge du maître d'ouvrage, notifié sous pli recommandé avec accusé de réception, aux propriétaires des terrains compris en totalité ou partiellement dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Le maître d'ouvrage transmet au préfet de la Seine-Maritime, dans un délai de trois mois à compter de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Article 20 : SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté et notamment aux articles 2 et 3, est passible des peines prévues par le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1324-3 et 1324-4.

Article 21 : RÉSERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 22 : EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur général de l'agence régionale de santé de Normandie, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, le président du SMEA du Caux Central, les maires des communes de Sommesnil, Thiouville et Terres de Caux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- le directeur départemental des services fiscaux,
- le président du conseil départemental de la Seine-Maritime,
- la directrice du secteur « Seine-Aval » de l'agence de l'eau "Seine-Normandie",
- à Monsieur le chef du service départemental de l'Office Français pour la Biodiversité de Seine-Maritime.

Fait à ROUEN, le **06 DEC. 2021**

Pour le préfet, et par délégation,
la secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

Liste des annexes :

Annexe 1 : Tableau synthétique des prescriptions dans les périmètres de protection,

Annexe 2 : Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée,

Annexe 3 : Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate satellite et rapprochée satellite,

Annexe 4 : Délimitation de l'aire d'alimentation du captage et correspondant au périmètre de protection du captage.

Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut dans le délai de deux mois à compter de sa notification soit faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen, soit faire l'objet d'un recours amiable.

Dans ce dernier cas le recours peut être formé soit gracieusement auprès du préfet de la Seine-Maritime, soit par la voie hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé – EA 4 – 14 avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP). L'exercice d'un seul recours amiable peut conserver le délai de recours contentieux devant le tribunal administratif. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

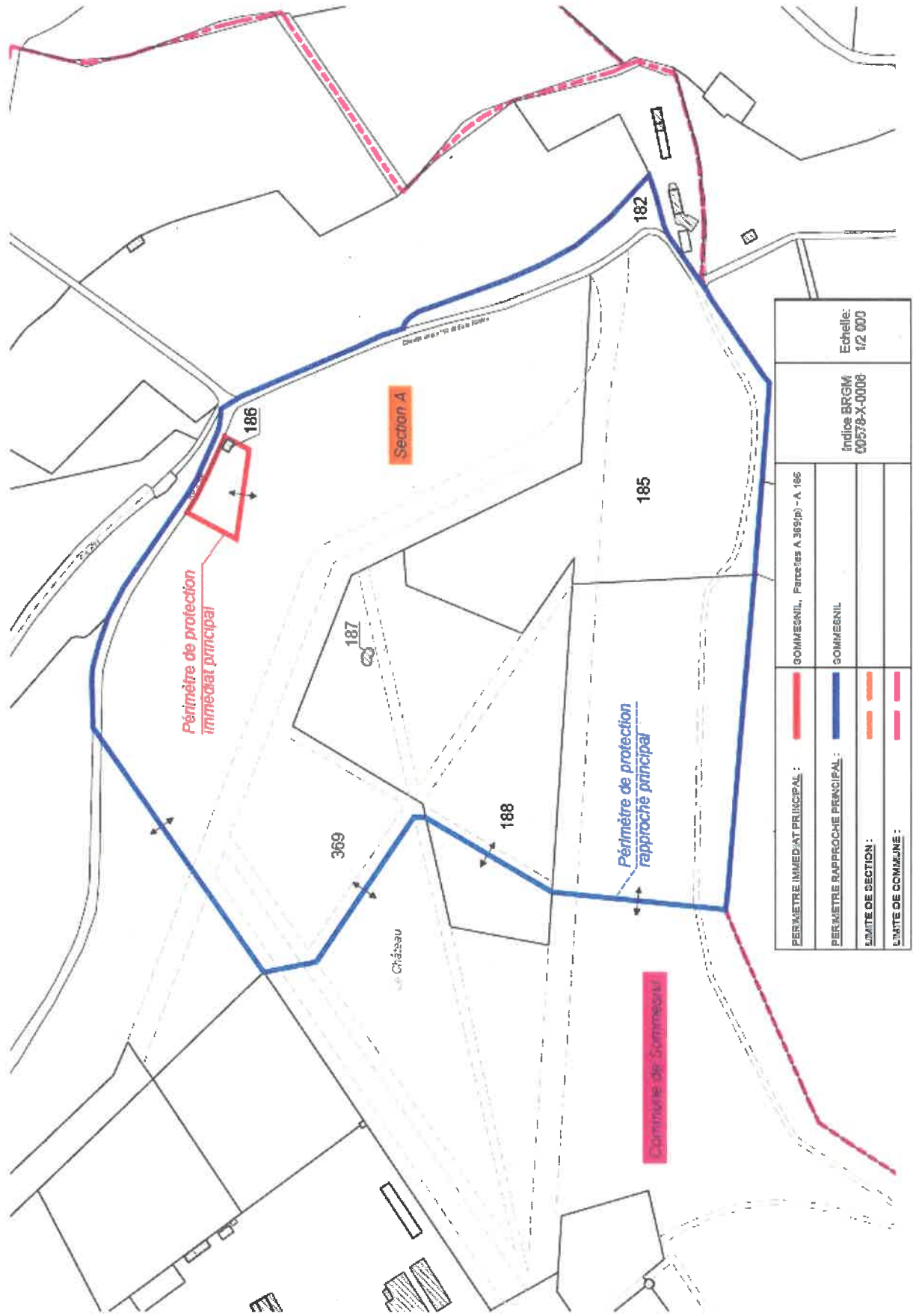
Annexe 1 : Tableau synthétique des prescriptions dans le périmètre de protection rapprochée

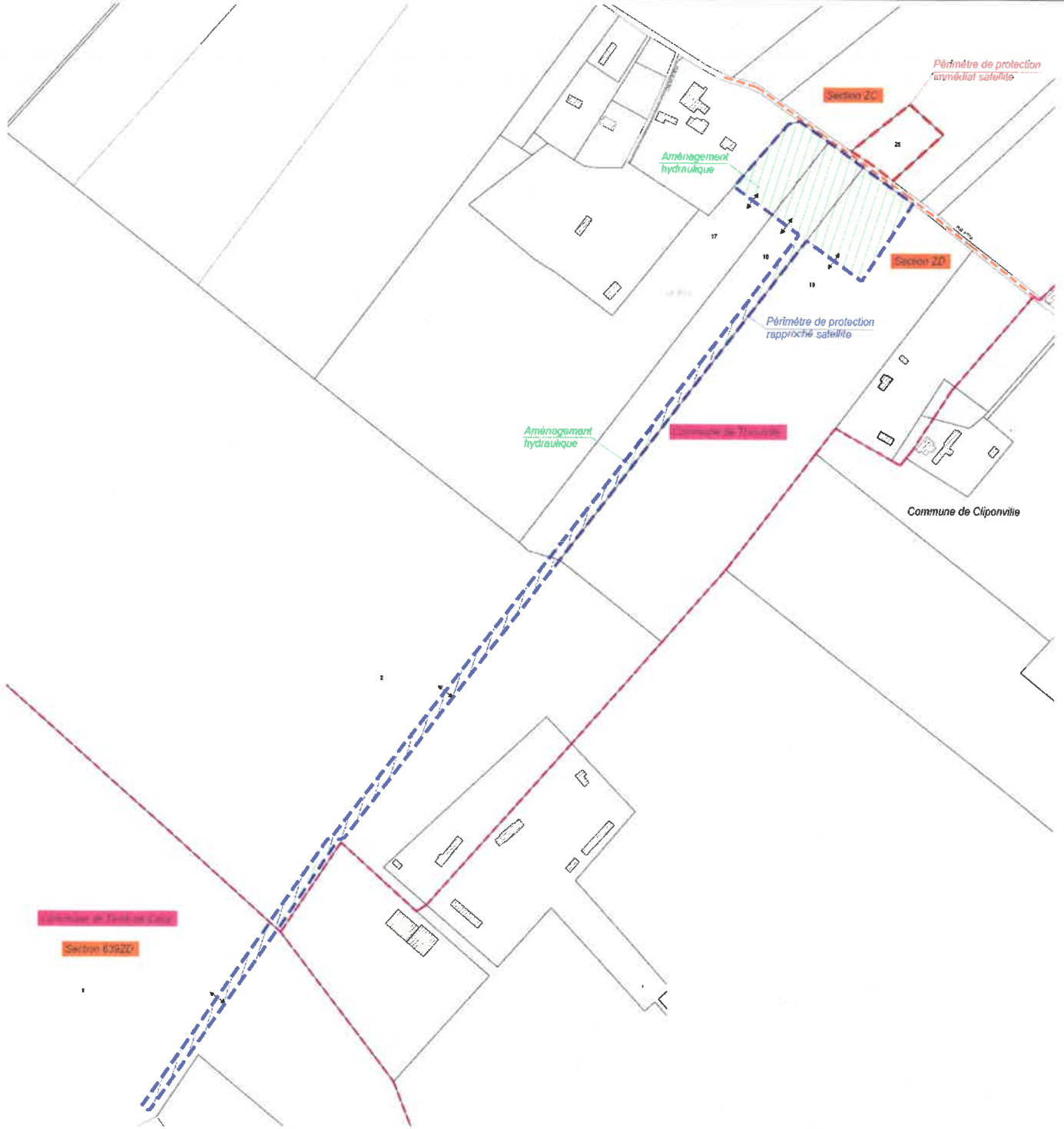
Captage d'eau potable de la source Saint Firmin sur la commune de Sommesnil
indice BSS : BSS000ELNS (00578X0006)

Document réalisé à partir de l'avis du 2 avril 2018 de Monsieur Robert Meyer, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département de la Seine-Maritime.

I : Interdit sauf exceptions * (voir article 3.2 de l'arrêté) P : Prescriptions (voir article 3.2 de l'arrêté) RG = réglementation générale (textes nationaux ou préfectoraux en vigueur) Les mots entre parenthèse sont des exemples et non une liste exhaustive		Périmètre rapproché
1	Puits et forages	I
2	Puits d'infiltration (pour évacuation d'eaux usées traitées, pluviales, ou de drainage ...)	I
3	Extraction de matériaux (carrière, ballastière...)	I
4	Excavations importantes, permanentes ou temporaires (tranchées, fouilles, remblaiement d'excavation...)	I
5	Dépôt de déchets (ordures, gravats...)	I
6	Ouvrages de transport d'eaux non potables, d'hydrocarbures, ou de tout autre produit susceptible d'altérer la qualité des eaux	I
7	Ouvrages de stockage d'eaux non potables, d'hydrocarbures, ou de tout autre produit susceptible d'altérer la qualité des eaux	I
8	Rejet provenant d'assainissement collectif	I
9	Rejet d'assainissement non collectif	I
10	Établissement de toutes constructions ou de toutes installations superficielles ou souterraines, mêmes provisoires autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à la maintenance des points d'eau	I
11	Épandage de lisiers, matières de vidange et boues	I
12	Épandage de fumier, engrais organique ou chimique	RG
13	Stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.	I
14	Stockage de fumier, lisiers, engrais organiques ou chimiques et de tout produit destiné à la fertilisation des sols, ou à la lutte contre les ennemis des cultures et au désherbage.	I
15	Utilisation de tout produit destiné à la lutte contre les ennemis des cultures et au désherbage	I
16	Installations agricoles et leurs annexes	I
17	Abreuvoirs, abris ou dépôts de nourriture pour le bétail	P
18	Retournement des herbages	SO
19	Défrichement forestier et coupes rases	I
20	Création de mares, de plans d'eau d'étangs	I
21	Camping caravaning, installations légères (mobil-homes...), et stationnement des camping-cars	I
22	Construction, modification de l'utilisation de voies de communication	RG
23	Agrandissements et créations de cimetières	P
24	Installations classées industrielles	I

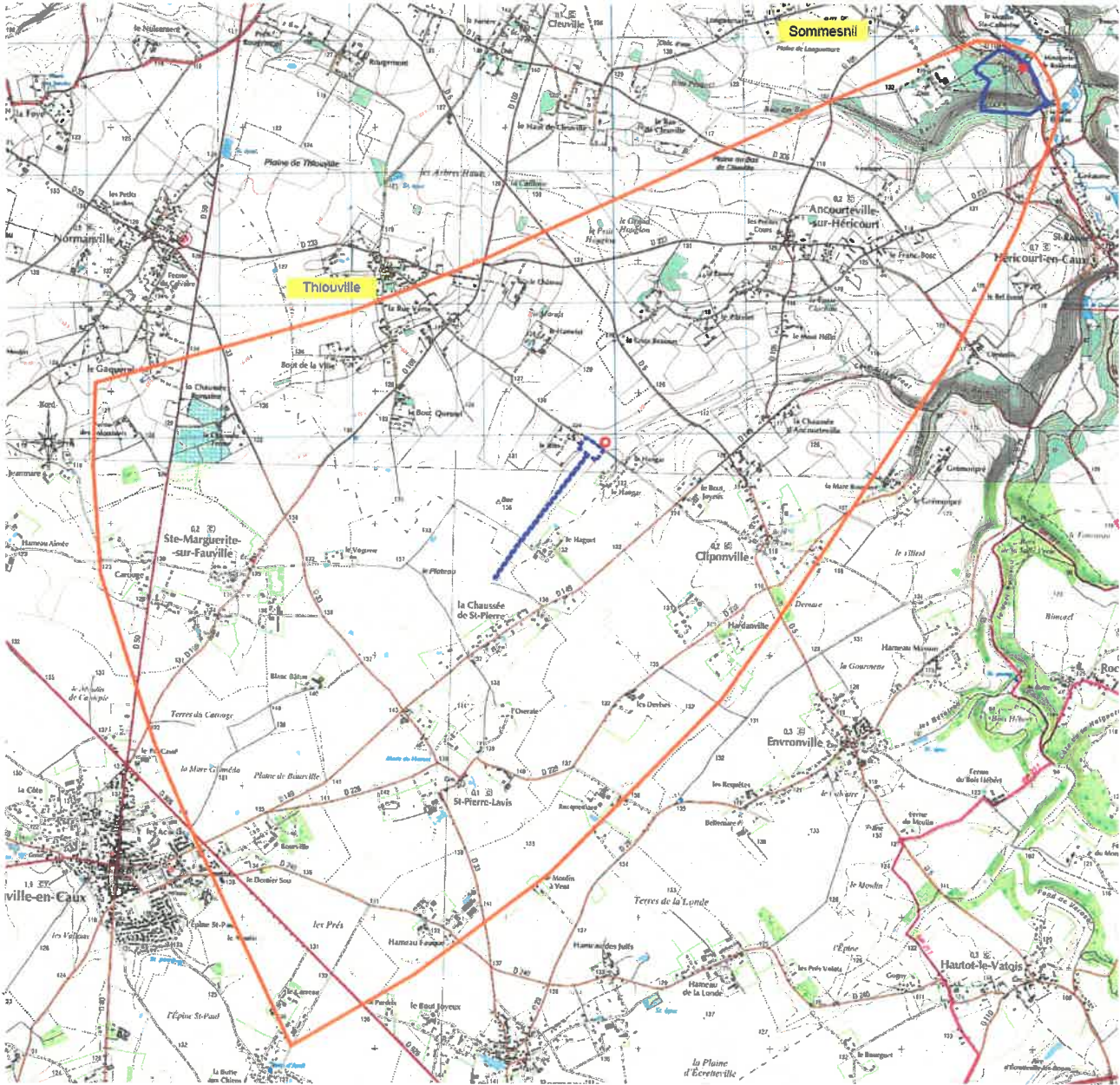
Annexe 2 : Plan parcellaire du périmètre de protection immédiate et rapprochée du captage d'eau de la source Saint Firmin sur la commune de Sommesnil





PERIMETRE IMMEDIAT SATELLITE :		THIOUVILLE, Parcelle ZC 25	Indice BRGM 00578-X-0008	Echelle: 1/2 000
PERIMETRE RAPPROCHE SATELLITE :		THIOUVILLE, TERRES DE CAUX		
LIMITE DE SECTION :				
LIMITE DE COMMUNE :				

Annexe 4 : Plan du périmètre de protection éloignée du captage d'eau de la source Saint Firmin sur la commune de Sommesnil (21,65 km²)



PERIMETRE IMMEDIAT PRINCIPAL : ●	Sommesnil
PERIMETRE IMMEDIAT SATELLITE : ○	Thiouville
PERIMETRE RAPPROCHE PRINCIPAL : —	Sommesnil
PERIMETRE RAPPROCHE SATELLITE : - - -	Thiouville, Terres de Caux
BAC : —	Sommesnil, Terres de Caux, Cliponville, Cleuville, Héricourt en Caux, Thiouville, Ancourteville sur Héricourt

Indice BRGM
00578X0006

Echelle :
1/25 000

Sommesnil, Terres de Caux, Cliponville, Cleuville, Héricourt en Caux, Thiouville, Ancourteville sur Héricourt, Normanville

PERIMETRE ELOIGNEE (BAC ou AAC) :

